

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le rattachement des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE N° 19
15 sept. - 15 nov. 1979

Elections nationales d'octobre :

Contre la diversion électorale ! Pour la préparation révolutionnaire !

En 1919, la Gauche qui allait diriger pendant quatre ans le Parti Communiste d'Italie déclarait : nous sommes entrés dans la période historique de la révolution prolétarienne, les partis communistes doivent consacrer toutes leurs forces à la préparation du parti et des masses dans cette perspective. " Dans la période " consacrée à cette préparation, tous les efforts du parti communiste tendent à créer l'ambiance de la dictature prolétarienne " en ne défendant pas seulement en paroles, mais en fait, le principe du gouvernement de la société par la classe ouvrière et la suppression de tous droits politiques pour la minorité bourgeoise.

" Si en même temps on voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire."

Dans le débat de la Gauche avec Lénine au 2ème congrès de l'Internationale, débat mené sur les bases de la nécessité de renverser et de détruire l'Etat bourgeois, " d'édifier sur " ses ruines un nouveau pouvoir" (Zinoviev), la Gauche n'avait pas négligé les arguments de Lénine en faveur du parlementarisme révolutionnaire : la nécessité de ne pas abandonner, en général, le terrain politique (ce qui nous différencie totalement des antiparlementaires anarchistes ou syndicalistes) ; l'avantage de la publicité, les possibilités d'agitation pendant la campagne et, secondairement, au parlement même, la dénonciation sur le terrain et dans l'action de l'impossibilité pour le parlement le plus démocratique d'être autre chose que l'instrument des intérêts du capital, la forme la plus achevée de l'Etat bourgeois. Mais nous disions déjà alors : ces éléments positifs, mais secondaires dans la lutte révolutionnaire, nous les paierions désormais trop cher, dans les aires où la démocratie installée a déjà exercé largement son influence corruptrice sur les masses et sur les partis. Nous les paierions trop cher, parce que la machine électorale hypertrophiée absorbe de façon disproportionnée les énergies morales, intellectuelle,

matérielles et financières du parti, les détournant de la préparation révolutionnaire ; surtout, parce que la préparation électorale tend à empêcher la clarification politique à l'intérieur du parti lui-même, à faciliter les regroupements équivoques et les compromis pro-

(suite en page 2)

SOMMAIRE

- Contre la diversion électorale
Pour la préparation révolutionnaire p. 1
- Réfugiés indochinois p. 1
- Salt p. 2
- Bâtiment : bilan d'une grève p. 5
- Formation professionnelle p. 6
- IVème Congrès de la LMR (2) p. 8
- Thèses caractéristiques du Parti (1951) p. 13

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue Pré du Marché
1004 LAUSANNE

Réfugiés indochinois : Conséquence de l'Ordre impérialiste.

Pour la plupart des publicistes bourgeois, le drame des réfugiés indochinois s'explique par l'action d'un fauteur. Pour les uns, c'est la faute des vietnamiens appuyés par les russes, pour les autres c'est la faute des cambodgiens appuyés par les chinois et pour tous c'est la faute des thaïlandais et des malais qui devant l'afflux toujours plus massif d'une population à nourrir, fermèrent leurs frontières et expulsèrent les réfugiés en surnombre.

Par de telles explications qui désignent le ou les responsables, la bourgeoisie occidentale rejette les aberrations de son mode de production dans le lointain orient encore pétri de barbarie. Et pour montrer combien elle est éloignée de tous ces drames elle se permet d'intervenir et d'offrir ses services avec un bruit de fanfare qui n'a d'égal que la parcimonie de sa générosité. De tout côté se penchent au chevet de l'Indochine

(suite en page 11)

**Elections nationales d'octobre :
Pour la préparation révolutionnaire !
Contre la diversion électorale !**

(suite de la page 1)

gramatiques, à entraver la sélection des forces nécessaires pour la formation des partis communistes, qui avaient en Europe un grand retard sur le parti bolchévique du point de vue de l'expérience, de la clarté politique et de l'organisation; enfin nous montrions le risque de renforcer dans les masses au lieu de les détruire, les illusions pacifistes et légalistes sans cesse alimentées par la bourgeoisie et les partis sociaux-démocrates.

Les raisons de notre abstentionnisme étaient donc, si l'on veut, des raisons tactiques (et non des raisons de principe comme pour les anarchistes): mais cette ensemble de raisons tactiques durables pour les zones à longue et ruineuse tradition démocratique constituaient finalement un point de non retour, un jugement historique définitif, dont nous pensions que les années suivantes ne pourraient d'une part que confirmer la validité et d'autre part qu'entraîner finalement l'adhésion de ceux qui, tout en se plaçant sur le terrain communiste, avaient une appréciation différente.

Le demi-siècle écoulé depuis n'a que trop confirmé la première partie de cette prévision: il a marqué le triomphe sur le mouvement ouvrier de la gangrène démocratique sous tous ces aspects, et notamment sous celui de la soumission aux commandements sacrés du rituel électoral. La bourgeoisie a perfectionné l'usage des élections comme soupape de sécurité pour faire tomber la pression des flambées de lutte revendicative, ou dévier le mécontentement du prolétariat dont la crise aggrave les conditions de vie (voir juin 68 en France, les élections anticipées de juin 76 en Italie, pour ne citer que des exemples proches et récents).

Mais elle n'aurait pu parvenir à domestiquer, intégrer à ce point la lutte autonome du prolétariat sans l'aide décisive de l'opportunisme social-démocrate et stalinien pour qui la voie parlementaire est la seule et unique voie vers ce qu'il n'ose même plus appeler le socialisme. Parallèlement, l'opportunisme à la tête des partis et des syndicats encadrant la classe ouvrière a fait des élections le centre de gravité de toute son activité, le calendrier souverain qui décide si l'on peut ou non faire grève, le pivot de sa politique d'alliance, le principe actif essentiel de son organisation (c'est pourquoi nous disons que même dans leur structure, ces partis ouvriers bourgeois seront inutilisables pour des fins révolutionnaires). Si une partie de la classe ouvrière, poussée

par ses besoins matériels, tend à retrouver le sens de son indépendance de classe, ces grands prêtres des élections sont là pour les refouler dans le creuset commun de l'unité nationale autour de l'urne: tous "libres et égaux" dans un "climat de responsabilité et de sérénité", dans le respect de la loi et de la paix sociale!

Avec l'appât d'une coalition "plus à gauche" dont les décentes précédentes ont confirmés la fonction: permettre à la bourgeoisie de passer les caps difficiles en paralysant la classe ouvrière appelée alors à renforcer l'Etat bourgeois et à s'offrir elle-même aux sacrifices pour le besoin de l'"économie nationale", de la "solidarité nationale" et "pour ne pas donner de prétexte à la réaction"!

A leur train, les groupes d'extrême gauche, en bons centristes qu'ils sont pour la plupart, prétendent combiner les moyens de lutte parlementaires et extraparlimentaires: mais ils finissent par faire aussi de la foire électorale le pôle de leur activité en direction des masses (pas une élection partielle qui n'ait été ces dernières années l'occasion d'âpres marchandages), et même le moteur de la formation du parti: on a vu en Italie, l'année 1976, la gauche "extra-parlementaire" former ainsi un conglomérat informe, mais uni dans la chasse aux voix et le suivisme envers le PC. De même, en France, le pouvoir magique de l'urne avait réussi là ou

plusieurs années de tractations avaient échoué: dans la triple alliance LO-LCR-OCT sur une plate-forme qui est un concentré de leurs équivoques particulièrement, avec le serment de servir l'union de la gauche au second tour!

Les élections voie obligatoire du changement politique, fin dernière de la lutte de classe - une lutte de classe dont elles étaient, pour la Troisième Internationale, un instrument tout à fait secondaire -, moyen de formation du parti dans la plus grande confusion programmatique: voilà l'aboutissement du courant qui a englouti la voie de l'autonomie de la classe, et contre lequel il faut lutter pied à pied pour retrouver le chemin de la préparation révolutionnaire, et même pour pouvoir exercer une pression efficace dans les luttes immédiates contre l'offensive bourgeoise.

REUNIONS PUBLIQUES

Contre la diversion électorale !
Pour la préparation révolutionnaire !

Lausanne : Vendredi 5 octobre, 20 h.15
Café du Commerce, Renens

Genève : Samedi 6 octobre, 9 h.00
Centre de Loisirs des Asters

Delémont : Jeudi 11 octobre, 20 h.15
Gare CFF, Petite salle

Neuchâtel : Vendredi 12 octobre, 20 h.15
Café City, Salon français

A propos des Salt : Avec les accords sur le désarmement, l'impérialisme prépare la guerre !

Dans "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Lénine se fixait comme objectif de montrer "quel était le tableau d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XXème siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale" (p.8, éd. Sociales). Lénine, en dressant ce "tableau d'ensemble" démontrait que la guerre impérialiste n'est pas le résultat de l'agressivité en soi d'une nation et d'un peuple sur les autres, mais le moyen ultime pour le capitalisme de résoudre radicalement la crise internationale qui le secoue. Nous avons aussi montré dans notre série d'articles "Cours de l'impérialisme mondial" (voir "Programme Communiste") que la crise actuelle du Capital ne trouverait, en dépit des sur-

sits qu'il tente de se donner, d'autre issue que la conflagration militaire entre nations impérialistes concurrentes.

Parallèlement à l'exacerbation des contradictions capitalistes, à la lutte sans concession entre impérialistes pour s'arracher les marchés et garantir leurs sources d'approvisionnement en matières premières, se prépare sur le terrain militaire l'affrontement de demain. Aujourd'hui l'impérialisme d'un bloc déploie toutes ses forces pour renforcer sa position militaire et stratégique face à l'autre bloc.

Premièrement, l'impérialisme accentue sa pression pour défendre ses zones stratégiques, à savoir surtout les territoires bordant les voies maritimes commerciales ou bordant les frontières des concurrents directs.

Deuxièmement, les Etats se lancent tous dans un frénétique armement, dépassant en puissance et perfectionnement tout ce que l'humanité pouvait imaginer jusqu'alors. Troisièmement, les impérialismes les plus engagés militairement hors de leurs frontières, mettent sur pied des corps d'armée spécialisés dans l'intervention outre-territoire pour la défense de leurs intérêts (1). Et enfin, dernier signal des tensions interimpérialismes, se prépare la guerre sur le terrain des alliances militaires et des "rapprochements" entre Etats, comme la Chine et les Etats occidentaux, pourtant bien différents formellement.

Nous allons nous attarder dans cet article essentiellement sur la question de l'armement de l'impérialisme.

S'il est un domaine sur lequel la bourgeoisie a tiré d'innombrables leçons de la dernière guerre impérialiste, c'est bien celui de la préparation militaire à la guerre. L'Allemagne, nation poussée par son expansion capitaliste à arracher par la force armée les bastions commerciaux des autres impérialistes, avait été placée devant l'objective nécessité de développer un armement et une stratégie militaire à la mesure de terrasser sur le coup ses ennemis au potentiel plus considérable de chair à canons et aux vastes territoires diluant l'intervention allemande. La supériorité de la technique et la ferme discipline militaire allemande eurent rapidement raison des retards accumulés par les autres Etats européens.

Toute la bourgeoisie - et surtout la plus démocratique - ne peut aujourd'hui que remercier les fascistes allemands de leur leçon militaire. D'ailleurs sitôt la guerre finie, et en même temps qu'elle gargarisait le prolétariat de discours sur la future paix éternelle entre les nations du monde, la bourgeoisie se préparait à de nouveaux affrontements en affermissant ses alliances militaires (OTAN, Pacte de Varsovie, ...) et en lançant ses premiers programmes d'armement nucléaire.

(1) Giscard d'Estaing, en déclarant en juillet dernier que "si nos pays étaient coupés de leur approvisionnement pétrolier, ils seraient amenés à des réactions proportionnées à ce danger", ne faisait que l'écho à Harold Brown (secrétaire à la défense), lorsque celui-ci expliquait, à propos de l'"Unilateral Corps", que cette force militaire spécialisée doit intervenir dans tous les conflits qui seraient l'annonce de "crises qui pourraient précéder une guerre majeure en Europe".

La première guerre impérialiste avait fourni à la seconde l'aviation, les sous-marins, les tanks et autres gâteries destructrices. La seconde a fourni à la troisième à venir, le nucléaire, les satellites, et autres armements biologiques et chimiques!

Les marcheurs de la paix des années soixante, pour qui quelques kilomètres à pied et en masse suffisaient "à faire réfléchir" les Etats-Majors de "l'inutilité" de la bombe atomique (forme d'action reprise par nos plus actuels mais aussi pacifistes marcheurs antinucléaires) ne changèrent rien à la course à l'armement nucléaire.

x x x x x

En même temps que les impérialistes accélèrent la production d'armes, ils passaient entre eux toutes une série d'accords bi- ou multilatéraux destinés à "limiter" leurs armements. Mais ces accords n'ont d'autres fonctions que d'illusionner la classe ouvrière sur la nature véritable de l'impérialisme, de le préparer à défendre sa "Patrie" et sa "Démocratie" contre l'agresseur. Le prolétariat acceptera d'autant plus de se faire massacrer pour sa bourgeoisie, qu'il aura été convaincu auparavant que l'Etat qui assure pourtant son exploitation quotidienne, recherche une paix désintéressée entre les nations. Mais la mystification a bien de la peine à subir l'épreuve des faits, même les militaires - du moins ceux qui ne sont pas engagés dans une action diplomatique - reconnaissent ouvertement l'inutilité de ces bouts de papier sur lesquels l'impérialisme aligne des chiffres dépassés le jour même. Le colonel P. Henchoz écrivait dans "24 Heures" du 19 juillet 79 : "Malgré les apparences, la course aux armements stratégiques se poursuit. Elle se camoufle simplement derrière une réduction quantitative sans importance et des subtilités juridiques qui n'en ont pas davantage".

Si les deux grands de l'impérialisme, les Etats-Unis et l'URSS, peuvent se permettre de parler de réduction quantitative des armes nucléaires, c'est bien parce que leur réserve de mégatonnes est déjà plus que suffisante pour engager une guerre. Si l'armement en fusils d'un Etat équivalait à 5 fusils disponibles immédiatement par homme valide, il pourrait s'honorer de se limiter à cette quantité. Un soldat ne pourra en effet jamais tenir qu'un seul fusil entre les mains! Mais ce qui ne sera jamais limité par contre se sont les unités de production de ces fusils. Actuellement la puissance nucléaire de l'impérialisme peut bien détruire au moins trois fois le globe terrestre, océans compris. Inutile d'ac-

cumuler de quoi le détruire une quatrième fois. Notre vieille croûte terrestre ne peut en effet être détruite qu'une seule fois (2)! Mais là aussi pas question de limiter les usines qui produisent cet armement. L'impérialisme veut peut-être "limiter" sa production lorsque ses stocks d'armes sont importants, mais jamais il ne se privera de la possibilité de reprendre immédiatement la production une fois le stock entamé par les besoins de la guerre.

Les accords au sommet sur la limitation des armements foisonnent d'autant plus que la production d'armes augmente. Il n'existe d'ailleurs pas moins de 14 accords entre l'Est et l'Ouest relatifs à la limitation de l'armement. Entre autre: le Traité de l'Antarctique (1959) interdisant toute activité militaire au Pôle Sud (tant qu'on y trouve pas quelques matières premières bien sûr!), la convention des 34 Etats interdisant la guerre écologique (signé par les Etats-Unis mais non ratifiée par le Sénat américain), le traité sur la délimitation de l'espace de 1967 (mais c'est déjà depuis l'espace que l'on surveille l'adversaire et que l'on espère gagner la guerre), le traité de désarmement de l'Europe (qui n'a pas fini de patauger) et le fleuron de tous les accords, les Salt, dont le premier fut signé en 1972 par Nixon et Brejnev.

Ce premier accord Salt se basait sur la limitation des engins porteurs d'une seule charge nucléaire d'une puissance importante, utilisés dans le cadre de la stratégie "antiville". Dans cet accord, il suffisait donc de limiter le nombre de fusées porteuses pour limiter du même coup la puissance portée. Les missiles inclus dans l'accord étaient les ICBM (missiles intercontinentaux), les SLBM (missiles portés et lancés par sous-marin) et les ABM (missiles antimissiles).

Mais au moment de la signature, les progrès technologiques étaient si avancés qu'ils rendaient déjà obsolète la première génération de missiles et caduque l'accord Salt 1. Les chercheurs avaient en effet déjà multipliés le nombre de têtes nucléaires par engin porteur, découplant ainsi la force de frappe sans rien modifier du nombre de missiles. D'autre part, les engins concernés par cette première négociation n'avaient pas une précision suffisante pour atteindre les silos de l'adversaire, alors que la nouvelle série à têtes multiples réa-

(suite en page 4)

(2) La puissance nucléaire des Etats-Unis et de l'URSS est équivalente à 1.300.000 fois la bombe d'Hiroshima!

(suite de la page 3)
lisait cette performance, du moins pour les américains. Là aussi Salt 1 était déjà périmé avant sa signature!

D'autre part, il est significatif que cet accord fut limité à une durée de 5 ans. Cela correspond en réalité à la période nécessaire pour accumuler en suffisance les armes d'une nouvelle génération encore plus puissante et sophistiquée.

L'accord Salt 1 fut le feu vert donné à la production des nouvelles armes que sont les fusées à têtes multiples, les missiles Cruise, le bombardier russe "Tupolev-Backfire", etc... et dont fait l'objet l'accord Salt 2. Salt 1 avait fixé à 2400 le nombre de lanceurs de missiles, mais le nouveau traité diminue à 2250 ce plafond "obligant" l'URSS à détruire quelques uns de ses lanceurs (Techniquement démodés d'ailleurs!), et "permettant au Etats-Unis, en retard sur les Russes sur le plan quantitatif, de construire quelques 200 nouveaux missiles à 10 têtes nucléaires. Sitôt l'accord signé, Carter put donner le feu vert pour la production de ces fusées MX, lancées non plus de silos fixes, facilement destructibles, mais d'un réseau de voies aériennes ou souterraines. Les nouveaux MX seront donc mobiles sur terre, ce qui rend plus difficile leur destruction. Quant à la faible précision du tir des missiles russes, il ne faudra guère plus d'une année pour y remédier.

Au travers des accords Salt 1 et 2, il est important de relever l'évolution stratégique de l'impérialisme, qui se reflète dans les transformations de l'équipement militaire. D'armes nucléaires de destruction des villes, les missiles deviennent petit à petit des armes de champ de bataille proprement dit. Ce n'est plus leur puissance qui est importante, c'est leur précision, leur mobilité, et leur capacité à déjouer les réseaux de surveillance de l'adversaire.

Finie l'époque de la "dissuasion" ou les mégatonnes de l'un étaient sensées "faire réfléchir" l'autre! Aujourd'hui les techniciens de l'ordre impérialiste se penchent sur une nouvelle génération d'armes qu'il sera fort possible d'utiliser sur le terrain même de la bataille. La bombe N fait déjà partie de cet arsenal, et tant du côté américain que du côté russe les études et essais sont déjà en cours pour la construction de canon à faisceau de protons ou d'électrons. But de ces recherches, trouver la parade aux missiles rases-mottes indétectables au radar. La vitesse du faisceau (environ celle de la lumière) permettra une destruction instantanée du missile repéré tardivement. Cette arme pourrait aussi être utilisée par les satellites

pour neutraliser les satellites ennemis.

Quant à la zone opérationnelle de tout cet armement, plus aucun stratège bourgeois ne le cache, il s'agit de la vieille Europe! Les futurs Salt 3 auront d'ailleurs à traiter de l'épineux problème de "l'équilibre des forces en Europe". Epineux, parce qu'ils ont pour cadre le futur champ de bataille, et qu'actuellement les forces armées russes stationnées derrière les frontières de la RDA, ont une puissance de feu bien supérieure aux armées de l'Occident. Lorsque l'impérialisme occidental parle de Salt 3 comme le troisième volet des conférences bilatérales sur le désarmement, il faut entendre par là qu'il prépare activement une nouvelle course aux armements pour atteindre au moins le niveau de l'impérialisme russe.

La stratégie de la "dissuasion nucléaire" est donc bel et bien enterrée, l'éclatement des contradictions capitalistes a par contre mis à l'ordre du jour la stratégie de la "guerre et demie", élaborée par les stratèges américains. La guerre "entière", dans leur schéma fort réaliste, se déroule en Europe, et la "demie" guerre dans les aires périphériques pour la défense des zones stratégiques devenues pleinement opérationnelles et des voies d'approvisionnement en matières premières. Salt 3, c'est donc bien le point d'aboutissement - si la guerre impérialiste ne vient pas interrompre le ballet des diplomates - de la production de nouvelles armes pour la bataille sur le continent européen, entre armées entremêlées et non plus pour l'absurde guerre de ping-pong nucléaire entre impérialismes russe et américain par dessus la tête des européens!

x x x x x

Dans "Eléments d'orientation marxiste" (paru pour la première fois dans "Prométéo" no 1 en 1946, et traduit dans notre brochure no 4), nous disions:

"Du point de vue scientifique que, nous ne pouvons pas exclure une fin différente (que celle de la dictature prolétarienne, NDR) de la société capitaliste, comme pourrait l'être le retour à la barbarie, une catastrophe mondiale due aux armes de guerre ayant, par exemple, le caractère d'une dégénérescence pathologique de la race (les aveugles et ceux qui sont condamnés à la désagrégation radioactive de leurs têtes à Hiroshima et Nagasaki sont un avertissement) ou d'autres formes qu'on ne peut prévoir encore aujourd'hui".

Devant la formidable montée de l'armement des Etats impérialistes, on peut en effet d'autant plus émettre l'hypothèse scientifiquement juste d'une guerre impérialiste dégénérant en une monstrueuse confrontation nucléaire ou biochimique, ravageant toute l'espèce humaine ou tout ce qui est nécessaire à son existence.

En s'étendant sur la planète, en détruisant par la violence toutes les anciennes formes de production - dites "barbares" par la bourgeoisie -, le capitalisme - dit par contre "civilisateur" - a divisé le monde en forces impérialistes, se mouvant et se modifiant au cours de l'histoire, et dont l'antagonisme a toujours été en crescendo, entraînant le prolétariat dans des guerres de partage du monde toujours plus étendues et meurtrières.

La perspective que nous offre la 3ème guerre impérialiste ne peut donc être - si le prolétariat n'a pas la force de l'arrêter par son soulèvement armé contre la domination du Capital - que celle d'un massacre encore plus sanglant que celui de 39-45.

Seul le prolétariat est la force révolutionnaire capable de se dresser contre la guerre impérialiste. Mais il ne le pourra que par la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale, sous la direction de son Parti de classe. Mais pour tendre vers cet objectif, il doit dès aujourd'hui se distancer des larbins de la bourgeoisie qui voient dans ces accords en tout genre sur le désarmement une "réelle volonté de détente" de l'un ou l'autre camp, quand ce n'est pas des deux ensemble. Ce sont ces larbins là qui l'enverront sur le champ de bataille, sous le drapeau de l'Union Sacrée avec la bourgeoisie, et qui voteront les crédits de guerre.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5
(AOUT 1979) DE

El Proletario

- Sólo en la lucha contra la democracia el proletariado forjará su fuerza de clase.
- Berlín, enero de 1919: El trágico retardo del Partido.
- Cuenca del Plata: Las «dictaduras» preparan la democracia.
- Huelgas en la «patria del socialismo».
- Al margen de la gira papal: La era de los mitos.
- Salt II: La farsa del desarme.
- Carta de España (I): El parto de la democracia.
- El socialismo... ¡en 48 horas!
- Chile: Reformismo y «ultraizquierda» en la imposible vía democrática al socialismo.
- Argentina: Luchas obreras y maniobras sindicales.

Bâtiment : Bilan d'une grève à Genève.

Fin juin, une grève s'est déroulée dans le bureau d'architecture chargé de la construction du nouveau Palais des expositions. Ce mouvement fut déclenché par l'annonce du licenciement de l'un des employés du bureau de dessin (6 employés), pour "manque d'enthousiasme dans le travail". Devant ce licenciement, les camarades de travail du licencié débrayèrent jeudi 21 juin, dans l'après-midi, pour "donner un avertissement au patron que s'il ne réintégrait pas le licencié, ils iraient plus loin la prochaine fois". Cette mauvaise façon d'envisager la lutte leur avait été dictée par les syndicats toujours partisans des affrontements à petit pas.

Durant cet après-midi, l'Etat, client du chantier, essaya de faire pression sur les travailleurs en exigeant d'eux de ne pas ébruiter "l'affaire". Mais les travailleurs distribuèrent un tract, expliquant leur mouvement, dans les principaux bureaux d'architecture de la place et auprès des ouvriers du chantier du Palais. Devant tant "d'insoutenable indiscipline", lundi matin, le licencié était convoqué le lundi matin par le patron et prié de "faire son sac dans les cinq minutes", après avoir touché les deux mois de préavis. Le licencié répondit qu'il ne pouvait partir sans avertir ses camarades de travail qui eux aussi luttèrent pour défendre leur place de travail. Après consultation de ses camarades, le licencié faisait savoir au patron qu'il ne partait pas car son absence affaiblirait la lutte de ses camarades sur leurs revendications. Devant le refus de partir du travailleur licencié, le patron ne trouva mieux que d'appeler la flicaille à la rescousse pour faire quitter les lieux à l'indésirable employé. Deux flics pimpants arrivèrent donc accomplir leur devoir. Mais l'associé du patron, dont les amitiés avec les milieux politiques sont fort connues, ne put, une fois la nouvelle de l'intervention des flics connue, que traiter son collègue de parfait imbécile. Il fit annuler le constat des flics en arguant qu'un tel coup de force serait à coup sûr exploité comme une provocation. Mais son intervention arrivait trop tard ! La police était déjà à pied d'œuvre. Il ne restait plus au patron qu'à la renvoyer en lui déclarant qu'il y avait eut méprise. Mais le bruit de l'intervention des flics s'était déjà répandu dans le quartier où sont établis une cinquantaine de bureaux techniques. Quelques travailleurs des

bureaux avoisinants accoururent et bloquèrent la sortie de l'immeuble pour empêcher les flics de sortir, obligeant ceux-ci à enjamber une fenêtre pour se faire oublier dans la nature.

A 14h00, tout le bureau était en grève. Après une semaine de grève, les 6 grévistes obtinrent satisfaction sur leurs revendications, à savoir :

- réintégration immédiate du licencié.
- garantie de l'emploi pour tous jusqu'en avril 80, alors que la plupart des contrats se terminaient en décembre 79.
- garantie de la formation de métreur et surveillant de chantier par le bureau, ce qui permit au dessinateur licencié de se retrouver adjoint du chef de chantier.

Mais à côté de ce bilan positif, il est nécessaire aussi d'en montrer les grandes faiblesses. Nous en relèverons deux plus particulièrement.

Voilà brièvement résumées les grandes étapes de la lutte. Elle aura démontré, dans ses aspects positifs, que la meilleure méthode de lutte contre le patronat passe par l'unité et la solidarité de tous.

La première concerne les méthodes de lutte préconisées au départ, la seconde concerne les revendications.

Notre parti a défini dans sa plateforme syndicale, en parfaite continuité avec sa vision de la lutte des classes, la nécessité de revendiquer la "grève sans limitation préalable de durée et sans préavis". La raison en est fort simple: la grève est l'arme fondamentale des prolétaires en lutte contre le Capital. Ce n'est qu'en montrant le maximum de détermination dès le départ que les travailleurs se préparent à affronter le patronat dans les meilleures conditions. Utiliser la grève comme simple moyen d'"intimidation", ce qui fut fait jeudi, c'est s'illusionner sur la faiblesse des patrons. La plupart du temps, une telle utilisation de la grève est interprétée par le patronat comme une faiblesse du mouvement. Sa réaction n'est pas : "il faut que je lâche, sinon les travailleurs me menacent d'une grève totale", mais: "ils débraient une demie-journée parce qu'ils sont incapables de faire plus, je dois donc tenir bon". La grève, dans son utilisation comme simple moyen de pression, est le plus sûr moyen de casser un mouvement. Pour qui en douterait, il leur suffit de se pencher un peu hors des frontières helvétiques,

en France et en Italie, pour voir comment les centrales syndicales opportunistes utilisent les grèves-pressions, grèves-tournantes, et autres grèves limitées préalablement pour libérer la surpression sociale et enliser tout mouvement de classe dans d'interminables grèves pastiches démoralisantes.

En reprenant le travail vendredi sans que rien n'est été réglé, les travailleurs du bureau de Brera (le patron) ne montraient pas leur force mais plutôt leur faiblesse. Le fait que les travailleurs aient sagement réagi en se mettant définitivement en grève après l'intervention des flics, n'exclue en rien le mauvais départ du mouvement. Le mot d'ordre de "grève sans préavis et sans limitation préalable de durée" donne l'ensemble des conditions d'utilisation de la grève en tout temps. Celui de la "grève-pression" marque avant tout le fait qu'elle entend châtrer le mouvement dès son départ. S'il est encore simple d'organiser la grève à 6 personnes, il en va tout autrement lorsqu'on est 100 ou 1000. Voilà pourquoi il faut bannir partout et toujours le mot d'ordre de "grève-pression".

Quant à la deuxième faiblesse, elle concerne la revendication de la garantie de la formation de surveillant de chantier par le bureau. Les travailleurs l'avaient tout naturellement avancé pour justifier la réintégration de leur camarade, devenu inutile à la planche à dessin depuis que le travail était passé de la phase d'étude à la phase de réalisation. La principale erreur de cette revendication est qu'elle ne représente aucun caractère général. Au contraire, elle est l'expression des intérêts d'une couche de travailleurs qualifiés qui revendiquent toujours plus de qualification, essayant par ce biais d'échapper au licenciement et au chômage. Or la question du chômage n'a rien à voir avec celle de la qualification (voir d'ailleurs notre article sur la formation professionnelle). Si du côté patronal, la logique veut qu'un travailleur inutile est à jeter sur le pavé, du côté des travailleurs, la défense des licenciés ne doit pas rentrer en matière sur les possibilités de rendre à nouveau productifs les licenciés. Dans le cas particulier, c'est en luttant sur la revendication claire de "non au licenciement" que le mouvement va imposer au patron de placer le travailleur vidé sur le chantier. La formation ou le recyclage n'est pas une revendication unitaire contre les licenciements, elle ne peut être dans quelques cas spécifiques qu'une conséquence d'un mouvement unitaire de classe.

(suite en page 6)

Formation professionnelle : ASSEZ D'ILLUSIONS ! POUR DES REVENDICATIONS DE CLASSE !

Une énième initiative est en train d'éclorre dans le bouillon particulièrement fertile qu'est la LMR pour ce genre d'activité démocratique. Elle concerne cette fois un projet de création d'ateliers cantonaux pour la formation professionnelle des apprentis. La LMR réclame notamment dans son initiative:

- " une formation complète de trois ans minimum pour les jeunes qui ne trouvent pas une place d'apprentissage ou la possibilité d'une autre formation professionnelle correspondante à leur choix ainsi que tous ceux qui sont défavorisés par leur formation scolaire",
- " des stages pratiques de formation réguliers pour les autres jeunes en cours de formation professionnelle".
- " la possibilité de recyclage ou de formation complémentaire pour tous ceux qui le désirent,..."

Dans ce projet, qui présente la formation comme un droit démocratique et inaliénable, c'est évidemment l'Etat qui est chargé de réaliser ces objectifs en imposant aux cantons de mettre sur pied des ateliers de formation. Quant au financement - la LMR se veut concrète! - il est assuré par les patrons en majeure partie (75%), par des subventions fédérales et cantonales, ainsi que par les caisses chômage (donc par les travailleurs).

En lançant cette initiative, la LMR prétend pouvoir atteindre deux objectifs. D'abord elle a la prétention de lutter contre le chômage dont souffrent plus particulièrement les jeunes travailleurs en améliorant leurs compétences professionnelles. Ensuite elle entend "mettre en question le monopole du patronat sur la formation professionnelle", car à son avis les

(suite de la page 5)

Il nous paraissait important de relever ces deux faiblesses, car après plus de 40 ans de Paix du Travail, toute référence de principe en matière de lutte immédiate a été effacée. Si l'on veut que demain, la puissante vague de luttes sociales engendrée par l'aggravation des conditions d'existence des prolétaires se place sur le terrain de classe, il est nécessaire aujourd'hui de faire des bilans sans complaisance des quelques mouvements de défense immédiate.

patrons maintiennent sciemment à un niveau particulièrement bas la formation et s'attaquent ainsi aux droits des jeunes travailleurs.

XXXXX

Examinons d'abord le premier de ces objectifs. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la bourgeoisie fait croire aux ouvriers que le chômage peut être absorbé par une "politique de l'emploi" facilitant la formation et la mobilité des travailleurs. Que la LMR enfourche le même canasson n'est guère étonnant, nous l'avions déjà vu appeler les ouvriers à voter les crédits de la nouvelle Ecole Polytechnique Fédérale à Ecublens, dont la fonction est de former en majorité les futurs gardes-chiourmes chargés par le Capital d'assurer la productivité du travail (c'est-à-dire de faire transpirer les prolétaires), et cela toujours pour satisfaire son intarissable soif petite-bourgeoise de "droit à la formation et à la culture pour tous".

On ne peut pas mieux se placer sur le terrain de l'économisme vulgaire, qu'en prétendant, comme la LMR, que le chômage des jeunes est dû, en tout ou partie, à leur mauvaise formation professionnelle. La LMR oublie sans scrupule quels sont les fondements matériels du chômage, quels sont les rapports entre Capital et armée de réserve. L'armée de réserve, dont les jeunes travailleurs forment effectivement une importante fraction, n'est pas - n'en déplaise à nos démocrates - un rebus d'ignares à qui il s'agirait de donner une bonne formation pour pouvoir les caser dans la production. L'existence de l'armée de réserve des sans-travail est inhérente au mode de production capitaliste et elle est la condition de sa reproduction élargie. Ses forces de travail, il les puise au gré des nécessités immédiates; l'armée de réserve des chômeurs se gonfle donc démesurément dans les périodes de crise pour se résorber dans les périodes de pleine expansion capitaliste. Quelle que soit la "politique de l'emploi" mise en place par l'Etat, et quelle que soit celle de la LMR pour les jeunes, le chômage ne peut disparaître: c'est une maladie endémique du Capital!

Contrairement à ce que peut bien penser la LMR, les patrons ne sont certainement pas oppo-

sés sur le principe à une meilleure formation professionnelle, car leur souci permanent en matière d'emploi est d'accroître la mobilité des travailleurs pour généraliser la concurrence entre les ouvriers et ainsi faire pression sur les salaires. L'amélioration de la formation et la post-formation ne font donc en réalité qu'augmenter le nombre d'ouvriers capables d'accomplir une plus grande variété de tâches productives et donc qu'augmenter le nombre de demandes d'emploi par offre pour un secteur donné.

D'autre part, en arguant que le Capital freine la mobilité des travailleurs, la LMR se retrouve à contre-courant des conséquences du développement capitaliste sur la mobilité des ouvriers.

Le machinisme, grâce auquel le Capital a fondé sa suprématie sur les autres modes de production, a éliminé le petit artisan de la production. L'artisan devait connaître toutes les opérations nécessaires à la fabrication de son produit. La complexité du travail nécessitait un tour de main et une habileté qui ne s'acquerraient qu'après une longue formation dont faisait partie le tour de France. Une fois cette formation acquise l'artisan ne pouvait qu'exercer ses talents pour le restant de ses jours, la durée de sa formation ne lui permettant pas de passer à une autre activité.

Mais dès que la manufacture apparaît, toutes les opérations de la production sont dissociées et deviennent la spécialité de tel ou tel ouvrier.

" La manufacture, dit Engels dans l' "Anti-Dühring" (éd. Soc., p 329), décompose le métier en ses opérations partielles singulières et assigne chacune d'elles à un ouvrier comme étant sa profession à vie, elle l'enchaîne ainsi pour toute sa vie à une fonction partielle déterminée et à un outil déterminé".

Mais le machinisme bouleverse encore cette simple division des opérations où l'ouvrier est l'exécutant direct, pour faire de l'ouvrier un "simple accessoire d'une machine".

"La spécialité qui consistait à manier pendant toute sa vie un outil parcellaire devient la spécialité de servir sa vie durant une machine parcellaire. On abuse du mécanisme pour

" transformer l'ouvrier dès sa plus tendre enfance en parcelle d'une machine qui fait elle-même partie d'une autre" (Marx, cité par Engels).

Si au stade de la manufacture, la formation des ouvriers devient plus simple, nécessite moins de temps, et permet déjà au Capital de déplacer l'ouvrier d'une place de travail à l'autre, au stade du machinisme, où l'ouvrier n'a plus à acquérir qu'un nombre limité de gestes, la formation devient extrêmement rapide. Le Capital peut alors, lorsqu'un secteur particulier se trouve touché par une crise, déplacer les ouvriers vers un secteur où la demande en forces de travail est importante.

Avec la généralisation du machinisme, diminue donc la durée et la complexité de la formation et augmente la mobilité des travailleurs.

Selon la LMR, le Capital agirait pourtant, du fait de la politique de formation du patronat, contre la mobilité des travailleurs. Voilà qui est une idée originale peut-être, mais antimarxiste sûrement. Les patrons et l'Etat n'ont pas d'autre politique de formation que celle que leur dicte le Capital et qui va dans le sens d'une division accrue du travail et d'une plus grande mobilité de la force de travail.

Pour prendre un exemple concret, que la LMR ne peut pas nier connaître, rappelons brièvement les conséquences du machinisme sur la division du travail dans le secteur de l'imprimerie. Dans ce secteur, les vieilles méthodes de production typographique qui exigeaient encore une main-d'oeuvre très qualifiée doivent céder la place à l'offset et au traitement électronique du texte. La conséquence de cette transformation profonde est que toutes les opérations effectuées autrefois par les typos le sont aujourd'hui par la machine. Il ne reste pratiquement qu'à taper les textes à imprimer sur le clavier de la machine. Mais ce travail ne demande que quelques mois de formation à l'atelier même (pas besoin pour cela d'école spéciale), et peut être effectué par n'importe quel travailleur sans formation préalable. Autrement dit le travailleur affecté hier à une tâche particulière va pouvoir être déplacé pour servir d'auxiliaire à cette nouvelle machine.

Quand la LMR prétend que la mobilité des travailleurs est entravée par le Capital, elle tourne le dos au sens de l'histoire!

Ensuite, il est évident que la meilleure formation et la postformation réclamées par la LMR dans son initiative, ne peu-

vent être dans la réalité qu'au bénéfice d'une catégorie particulière de travailleurs. Cette catégorie privilégiée est toujours plus facilement achetable par le Capital, et fait miroiter les illusions de la démerde individuelle et le mirage de l'ascension sociale aux grandes masses de prolétaires, ce qui les écarte encore plus de la lutte de classe. D'ailleurs la LMR le dit ouvertement, il faut mettre en concurrence les jeunes ouvriers formés à l'usine avec ceux des "ateliers publics". En effet, selon elle, l'initiative "limite cependant le monopole patronal sur la formation professionnelle en introduisant une forte concurrence des ateliers publics sur l'apprentissage de maîtrise" (soul. par nous).

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les petits-bourgeois démocrates proposent comme remède à la pression du Capital sur le Travail, les potions de la "culture" et de la "formation". Engels avait déjà eu à faire à ce type de charlatans, et dans "Le rôle de la violence dans l'histoire", il répond sans appel à ces messieurs pour qui l'amélioration de l'éducation de la classe ouvrière était synonyme d'augmentation des salaires:

" La signification véritable de l'éducation, pour les économistes philanthropes, c'est la formation de chaque ouvrier au plus grand nombre possible d'activités industrielles possibles, de sorte que, s'il est évincé d'une branche par l'emploi d'une nouvelle machine ou par un changement dans la division du travail, il puisse trouver à se caser ailleurs le plus facilement possible.

" Admettons que ce soit possible.

" La conséquence en serait que si la main-d'oeuvre était en excédant dans une branche d'industrie, cet excédent se déverserait aussitôt dans les autres branches d'industrie, si bien que la baisse de salaire dans une branche entraînerait encore plus sûrement qu'auparavant une réduction générale des salaires" (1)

Quant au deuxième objectif visé par la LMR (briser le monopole des patrons" en matière de formation professionnelle pour lui substituer celui de l'Etat), il révèle une fois de plus la conception interclassiste que la LMR a de l'Etat. A en croire ses dires, l'Etat serait capable de neutralité en matière de formation professionnelle. Bien mieux, il serait capable de "s'opposer" aux patrons! C'est de la métaphysique pure et simple!

L'Etat, de même que les patrons, ne peut pas prodiguer d'

autre formation aux jeunes travailleurs que celle qui leur est dictée par le niveau de développement des forces productives et les nécessités de la production. L'enseignement professionnel que prodigue l'Etat dans ses actuelles écoles n'est que l'enseignement nécessaire au Capital.

Pour la LMR par contre, l'Etat peut être neutre, c'est-à-dire ne plus représenter les intérêts particuliers de la classe dominante, mais des hypothétiques intérêts généraux se situant au-dessus des antagonismes de classe. C'est le propre de l'opportunisme de croire possible, sans passage du pouvoir au main de la seule classe ouvrière, l'utilisation de l'Etat à des tâches anticapitalistes. Pour nous communistes, l'Etat n'est jamais neutre, il n'est pas à transformer par des réformes, il est à détruire! Opposer l'Etat bourgeois au Capital, même sur cette question particulière de la formation professionnelle, est aussi inepte que d'opposer la dictature du prolétariat ... aux ouvriers eux-mêmes!

Avec l'usage de l'initiative, la LMR ne fait que renforcer l'illusion démocratique et sabote le long travail de préparation nécessaire pour que la classe ouvrière retrouve le chemin de la lutte de classe.

Contre cette initiative, nous appelons les jeunes travailleurs à se battre avec des méthodes de classe pour des revendications de classe unificatrices et à dénoncer l'illusion petite-bourgeoise qu'une meilleure formation leur assurerait du travail.

Les jeunes travailleurs doivent se battre pour:

- SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !
- SALAIRE EGAL AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (jeunes, femmes désirant retravailler, travailleurs immigrés)!
- SALAIRE MINIMUM AUX APPRENTIS DES LA PREMIERE ANNEE!
- UNITE CHOMEURS ET NON-CHOMEURS !

(1) Repris dans "Karl Marx, Friedrich Engels: Critique de l'éducation et de l'enseignement", éd. Maspéro p. 72.

LAS TESIS CARACTERISTICAS DEL PARTIDO

seguidas de
LO QUE DISTINGUE A NUESTRO
PARTIDO

precio: 4 F

Le IVème Congrès de la LMR confirme : Le centrisme est la queue du réformisme

Le grand thème du 4ème Congrès de la LMR se déroulant au mois de juillet 78, fut celui de "l'unité ouvrière" réalisée dans un "front uni" des états majors politiques et syndicaux de toutes les "organisations opportunistes". Dans la première partie de cet article (voir "Supplément" numéro 18) nous avons rappelé la tactique du Front Unique préconisée par la 3ème Internationale Communiste et la position défendue par la Gauche italienne sur cette question tactique fondamentale qui devait, du fait d'une définition floue et imprécise de son contenu et de ses limites, entraîner les sections de l'IC vers un frontisme avec la social-démocratie traître, frontisme que les communistes avaient toujours identifié à l'interclassisme, c'est à dire à la perte de toute indépendance de classe du prolétariat. Les mi-

ses en garde de la Gauche, qui ne voyait dans le Front Unique que l'union de tous les prolétaires à la base autour des revendications et des moyens de lutte de classe défendus par le parti unique de la classe ouvrière, ne purent changer le cours des événements qui entraînaient l'IC hors du clair chemin tracé par les principes marxistes.

Dans cette seconde partie, nous nous penchons sur la résolution adoptée par le 4ème Congrès, " Pour la défense des intérêts des travailleurs, unité ouvrière", dans laquelle la LMR remarque qu'" elle a encore " approfondi cette politique " (d'unité "d'action de toutes " les forces du mouvement ouvrier" NDR) depuis l'aggravation, avec la crise, des attaques de la bourgeoisie et " de son "Etat".

Une seule perspective : l'électoratisme.

Les buts de l'unité.

" Une politique unitaire doit avoir pour principal objectif de permettre de sortir le mouvement ouvrier de cette impasse ("la passivité et les divisions de la classe ouvrière" selon l'expression de la LMR) et d'apporter une réponse efficace à la politique de crise du capitalisme" (souligné dans le texte).

La première question à se poser est bien celle de savoir pourquoi il y a impasse; la réponse doit déterminer les causes matérielles et politiques qui sont à la base de cette impasse. C'est dans l'absence de lutte de classe que l'on reconnaît qu'il y a impasse; seule la lutte de classe peut briser l'apathie générale par l'extension des luttes et mettre un terme aux divisions. Si le Capital helvétique est épargné pour le moment par la lutte de classe, c'est que la classe ouvrière a bénéficié des larges miettes que l'impérialisme helvétique lui verse depuis des décennies. La stabilité des rapports capitalistes en Suisse a nécessairement eut son répondant au niveau de la représentation politique de la classe ouvrière. Cette représentation

est à l'image de ce qu'est en réalité la classe ouvrière, c'est à dire qu'elle incarne non plus les intérêts généraux du prolétariat mais ceux d'une classe complètement achetée par le Capital. Pour les représentants politiques de ce prolétariat, la voie n'est donc pas celle du heurt violent entre les classes, mais celle de la défense des conditions particulières du développement impérialiste du capital qui les a nourris sur le dos des masses exploitées des pays arriérés.

Mais la crise rompt cette harmonie en remettant en cause les miettes jusque là accordées. Réagissant çà et là aux attaques du Capital, des prolétaires se sont portés spontanément sur le terrain de classe pour défendre leurs conditions de vie et de travail. Ces réactions ouvrières, aussi rarissimes et limitées furent-elles, alarmèrent toutes les directions syndicales et politiques défendant la paix sociale et les obligèrent à adopter une attitude plus subtile pour mieux étouffer les velléités de combat de la classe ouvrière. Tel fut d'ailleurs tout le sens de feu le Manifeste 77. Mais si l'éclatement de nouvelles contradictions capitalistes dues

à la crise provoque des réactions sporadiques de la classe ouvrière, réactions qui doivent, dans notre vision, servir de prélude à une lutte de classe plus générale, elles n'ont pas entamé le poids politique de l'opportunisme dont l'action invariante est d'isoler les luttes, de saboter leur extension au-delà des limites étroites d'entreprise ou de catégories dans lesquelles le Capital les tient prisonnières.

Tout le sens de la politique de l'opportunisme est uniquement tourné vers des objectifs purement bourgeois, ceux de la défense de l'économie nationale, ceux de la défense des institutions ultra-démocratiques de la dictature du Capital sur le Travail. Toute son action est tendue vers le seul but de vider de tout contenu de classe des luttes immédiates (et si l'absence de luttes en Suisse rend la chose plus ténue, il suffit de regarder ce qui se passe en France, en Italie ou en Espagne où l'opportunisme sert ouvertement de rempart à l'Etat contre le prolétariat), d'en faire une simple toile de fond aux interventions parlementaires, démocratiques et légalistes, de canaliser dans des voies sans issues toutes les velléités de combat de la classe ouvrière.

Si la situation particulière de la Suisse ne rend pas indispensable à la bourgeoisie d'appeler au secours l'opportunisme pour mettre fin aux mouvements d'indiscipline sociale, comme c'est le cas en Italie notamment où le PCI n'agit plus que pour limiter ou interdire les grèves et faire la chasse aux autonomes, il n'en est pas moins vrai que l'opportunisme ne cesse de hurler sa fidélité à l'Etat. Pour cela il suffit de se remémorer les infâmes positions qu'il défendit pour lutter contre le terrorisme, véritable attitude de chien de garde de l'ordre bourgeois.

La "réponse efficace à la "politique de crise du Capital" de l'opportunisme est donc claire et ne mérite pas que l'on s'y étende (passons d'ailleurs sur le terme "politique de crise" qui signifierait que le Capital serait doué de la volonté d'être ou non en crise selon ses intérêts contingents, alors que la crise n'est que la conséquence de la suraccumulation aveugle de Capital!). Elle consiste sur le plan économique à ne voir dans la crise que l'effet d'une mauvaise gestion, à rabâcher les mêmes âneries que la bourgeoisie sur la nécessité de la "relance de l'économie nationale" et sur le plan politique et social à assurer par les faits sa fidélité à l'Etat en étouffant et en isolant les luttes prolétariennes nées hors de son giron

"Sortir de l'impasse" n'est qu'une volonté creuse si l'on

ne s'attaque pas directement à ses causes politiques et si dans la même perspective d'union des forces ouvrières on n'exploite pas chaque occasion où les ouvriers, poussés par l'aiguillon de la crise rompent les milles liens qui les enchaînent au capital, en se portant, dans la défense de leurs intérêts immédiats sur un terrain de classe où la grève sans préavis ni limitation préalable de durée est utilisée comme arme fondamentale et où, l'extension de la lutte est

l'objectif permanent pour que se réalise l'unité la plus large des prolétaires. Mais voilà le hic, le centrisme veut bien reconnaître verbalement le poids de l'aristocratie ouvrière et la fonction de collaboration de classe des PdT, POCH, etc, mais il ne peut pratiquement ni politiquement se séparer de ces piliers de l'Etat bourgeois, dont il partage toutes les aspirations démocratiques, ni encore moins arracher la classe ouvrière à leur influence démobilisatrice.

L'absence de front comme cause de la Paix du travail

Pour donner une justification à son frontisme, la LMR n'hésite pas à tomber dans l'absurde en matière d'analyse politique :
 "... ce projet (de front uni NDR) s'oppose à toute la tradition qui a conduit la classe ouvrière dans l'impasse actuelle, à toute l'histoire de la Paix du travail".

Voilà que la perpétuation de la Paix sociale matérialisée dans les conventions de la Paix du Travail se trouve être le fruit de la division existant au sein des partis ouvriers bourgeois ! A en croire la LMR, si le PSS et le PCS de l'époque avaient pu réaliser un de ces fameux fronts populaires qui amenèrent dans d'autres pays les prolétaires à se faire massacrer en masse sous l'étendard de la République bourgeoise lors de la dernière guerre impérialiste, il n'y aurait pas eu de paix sociale concrétisée par l'ignoble Paix du Travail en 37 ! Les luttes ouvrières auraient, comme par miracle, sous l'effet vertueux de quelques accords entre les "grands partis de masses", fait des bonds en avant non pas vers le gouffre de l'entente entre "partenaires sociaux" mais vers l'élargissement et la radicalisation. En somme, peu importe qui dirige le mouvement, pourvu qu'on ait à faire aux forces des différentes fractions de l'opportunisme réunies sous le même drapeau. Telle est, résumée, la thèse défendue par ces pauvres émules du grand Trotski.

La Paix du Travail, comme toute autre forme de contrat de collaboration de classe, qu'il soit formalisé ou non sur un papier officiel, est la soumission parfaite de la classe exploitée, le prolétariat, aux intérêts de son exploitateur, le Capital. Cette soumission se traduit par la volonté de la partie contractante ouvrière de ne rien entreprendre qui se heurterait aux exigences barbares de la production capitaliste, d'offrir la classe ou-

vrière en pâture à la boulimie productiviste du capital, de garantir l'Etat de toute explosion sociale.

Mais n'est-ce pas au nom de l'unité ouvrière, dans les fronts de 36 ou autre frente popular, que sont réalisés les pires pactes entre la bourgeoisie et l'opportunisme!!! Derrière l'opposition parlementaire des partis du front se cachait en réalité la ferme volonté de protéger l'Etat des coups de force de la classe ouvrière, en le défendant sous sa forme démocratique, en assurant sa stabilité, même si ces coups étaient rendus hypothétiques par l'absence de direction politique de classe due à l'élimination de l'avant-garde communiste par la contre-révolution mondiale. Le "pacte de la Moncloa", le "compromis historique", la cordiale entente du PCF avec le gaullisme, ne sont-ils pas encore plus anti-ouvriers que la Paix du Travail, ne sont-ils pas justement l'oeuvre de partis qui ne jure que par l'exemple des grands fronts historiques!!! La paix sociale n'est pas due à l'absence d'unité entre grandes organisations mais bien à l'orientation politique de ces partis et à leur fonction sociale. C'est dans la théorie et le programme politique de ces partis que l'on reconnaît les tenants de la paix sociale. Leurs unions ou désunions sont d'ailleurs toujours en rapport étroit avec les nécessités de protéger l'ordre social. D'un côté l'impasse, la division, la Paix du Travail et de l'autre l'union de toute les "forces ouvrières" et la lutte de classe, voilà dans quel schématisme et dans quelle aberration tombe la LMR.

Ne pas comprendre l'histoire, vouloir à tout prix la faire rentrer dans des schémas propres à l'idéologie démocratique bourgeoise, même s'il faut pour cela se livrer aux analyses les plus fantaisistes, voilà ce qui caractérise nos pauvres héritiers d'un Trotski qui serait foudroyé de tant de trahisons.

Le front au sommet ... pour renforcer le front à la base !

"... la LMR n'oppose pas
 " l'unité à la base à l'unité
 " au sommet, mais voit dans les
 " unités au sommet, la possibi-
 " lité de favoriser une unité
 " active à la base, et par là,
 " de stimuler la réactivation
 " du mouvement ouvrier suisse"

L'absence d'une lutte ouvrière conséquente, où se réalise effectivement l'unité à la base, ne nous permet malheureusement pas de démontrer autrement que par l'analyse politique l'absurdité d'une telle affirmation.

Analysons pour commencer cette affirmation sous l'angle de la simple logique. Pour que la réunion de composantes politiques "réactives" la lutte, il faut bien que chacune de ces unités ait comme objectif inscrit dans son programme et son activité de faire renaître la lutte de classe de sa léthargie profonde et ne subordonne aucunement cette lutte à quelque intérêt "supérieur" que ce soit. Dans ce cas on peut comprendre que la réunion de ces composantes renforce les forces aptes à porter les luttes sur un terrain de classe et à les y maintenir dans le but d'élargir l'union des travailleurs dans un même front de classe. Mais qu'en est-il de ces composantes du front prôné par la LMR ? Qu'est-ce que les programmes et l'activité du PS, PdT, POCH, PSA et des syndicats ont de commun avec les nécessités et les objectifs de la lutte de la classe ? Déployer toute son énergie pour parlementer, pour défilier avec les patrons de l'horlogerie, fournir à l'Etat ses bureaucraties au plus hautes fonctions, etc. Telles sont les seules pré-occupations de ces partis.

Mais alors quel rôle joue la LMR exigeant que le mouvement ouvrier immédiat se soumette à la direction "unitaire" de l'opportunisme. Elle joue le rôle de chien rabatteur de prolétaires dans les bras de l'opportunisme, espérant récupérer au passage quelques éléments. Toute son action vise non pas à démontrer dans les faits, plus convaincants que toute propagande, la trahison de l'opportunisme et la nécessité de développer le mouvement de classe hors de sa direction et de son influence, mais à lui enchaîner le prolétariat.

Pour illustrer ceci, prenons l'exemple de la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en France. Depuis 5 ans, quelques 40'000 immigrés sont en lutte contre les loyers exorbitants, contre les règlements internes dignes des casernes, contre les gérants racistes, etc. Non seulement la lutte s'est dressée contre la Sonacotra, l'Etat mais aussi

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

contre le PCF, la CGT, le PS et la CFDT, car dans l'opposition radicale à l'opportunisme résidait la condition nécessaire à maintenir la direction classiste imprimée au mouvement par le comité de coordination national. Quelle a donc été l'attitude de la LCR, grande soeur de la LMR, dans le travail de soutien ? Simplement une absence totale dans les comités de soutien, seule forme de soutien acceptée par le comité de coordination, mais par contre un déploiement de toutes ses forces pour subordonner le mouvement des foyers à l'unité tant vantée entre les PCF, PS, syndicats et "gauchistes". Alors

Un premier pas, "l'unité d'action", puis le "front uni"

La LMR propose un programme de revendications immédiates, sur lequel nous n'entrerons pas en matière dans le détail, qui va de la réduction des heures de travail au moratoire nucléaire. Mais un front, construit sur cette base, ne la satisfait évidemment pas et ne peut être, dans son gradualisme, qu'un pas vers le front politique :

" La réalisation de ces revendications immédiates ne donne pas encore une réponse réelle aux besoins des salariés... la formation d'un front uni stable (soul. par nous) de toutes les organisations du mouvement ouvrier sur la base de son programme propre et d'une base de masse est une précondition essentielle pour entourer de telles démarches".

La LMR insiste donc pour que les organisations "ouvrières" se lient sur un programme politique plus large, programme qu'on ne peut comparer qu'à un programme commun. Car la condition pour aller plus avant est clairement définie, c'est l'union pluripartite sur ce futur programme. Et gageons que dans la réalité des faits, la LMR marchandra bien quelque points pour obtenir cette unité et cette stabilité. On est donc passé de "l'unité d'action" sur un terrain plus ou moins immédiat à un programme de "Front uni anticapitaliste". Celui-ci n'est qu'un programme typiquement centriste; il fait de l'application de mesures que le pouvoir du prolétariat ne pourra réaliser qu'après la révolution, un but à atteindre dans le cadre même de l'Etat bourgeois; ce but devenant, dans ce schéma, la condition d'une prise du pouvoir dont la LMR évite bien de parler.

En bref, ce programme de "Front uni anticapitaliste" est celui du "contrôle ouvrier"

que l'opportunisme avait déjà tout fait pour briser la lutte unitaire en l'isolant foyer par foyer -et pour couper le mouvement de la solidarité des travailleurs français- la LCR poussait les ouvriers en lutte dans les bras de ceux qui les trahissaient jour après jour.

Quant au soutien pratique de la LCR : zéro! L'un des rares mouvements d'ensemble de la classe ouvrière se développant sur le terrain de l'indépendance de classe se voyait ainsi poussé en avant dans le cul de sac de l'"unité" à la sauce démocratique. L'effet de ce lent travail de sabotage fut d'effriter l'orientation classiste du mouvement.

sur l'économie nationale et régionale, sur les services, sur l'emploi et sur les banques, celui de la "nationalisation" complète de l'industrie énergétique et de la détermination de ses investissements par l'ensemble de la population (c'est-à-dire par toutes les classes sociales, y compris la bourgeoisie puisqu'elle fait partie de la population et y compris la petite bourgeoisie toujours portée à défendre son petit capital contre les intérêts vitaux de la classe ouvrière). S'y ajoute quelques réformes sur l'amélioration de l'apprentissage (voir notre article sur ce sujet), sur le développement de garderies, maisons de jeunes, etc... tout cela sous contrôle des "usagers".

Mais l'Etat, dans ce paradis rose où toutes les classes semblent être réconciliées, que devient-il, quels intérêts représente-t-il, quels sont les rapports qu'il établit avec la

classe ouvrière ? Aucune réponse n'est donnée, mais pourtant elle se dégage d'elle-même de toute cette confusion où la prise insurrectionnelle du pouvoir est écartée comme un principe hérétique : l'Etat reste ce qu'il est, un Etat bourgeois auquel on aurait donné une couleur de "gauche" en le dotant d'un gouvernement de la plus large unité du PS à la LMR.

Dans cette vision propre au crétinisme démocratique où aucun "pas en avant" dans la lutte de classe ne peut être effectué sans le consentement et l'appui de l'opportunisme, les moyens que se donne la LMR pour appliquer son programme ne peuvent pas être différents de ceux que l'opportunisme utilise depuis toujours pour bernier le prolétariat. Le but recherché n'est que l'union électorale et parlementaire ! Le prolétariat, si l'on s'en tient à la tactique centriste et gradualiste de la LMR, n'aurait donc d'autres

moyens pour se porter au pouvoir que la "lutte" électorale où les seules énergies déployées sont celles des discours, appelant les ouvriers à faire confiance à une politique et un gouvernement "de gauche" et à rester sagement chez eux une fois l'acte civique accompli.

Pour les communistes, l'application d'un programme révolutionnaire anticapitaliste ne peut être que le fait de l'Etat prolétarien né de l'insurrection armée de la classe ouvrière, dirigée par son parti. Aucun gouvernement de l'Etat bourgeois ne pourra décréter... la destruction de l'Etat bourgeois ! C'est pourtant ceci la conception gradualiste des trotskistes de la prise du pouvoir : formons d'abord un gouvernement de gauche avec la racaille réformiste et appelons les ouvriers à soutenir ce gouvernement qui les "représente", la bourgeoisie étant éliminée petit à petit du pouvoir économique par la participation toujours plus grande des ouvriers à la gestion de leur entreprise.

En dehors de ce schéma, point de salut ! C'est pourquoi la LMR est prête à n'importe quel prix à se confondre sur les listes électorales avec les partis ouvriers bourgeois :

" Nous sommes également prêts à réaliser en toutes circonstances (!!!) l'appareillement de listes pour empêcher simplement que des voix qui se sont exprimées pour des organisations ouvrières reviennent, dans le partage des mandats, à des partis bourgeois. C'est pourquoi nous ne mettons pas de conditions préalables à des appareillements électoraux, ce n'est qu'ils restent ouverts à n'importe quelle organisation du mouvement ouvrier".

"En toutes circonstances" et "sans condition préalable" sinon que d'être absolument démocratique, voilà qui donne la mesure de l'applatissage de la LMR devant les représentants de la bourgeoisie au sein du prolétariat!

En conclusion

L'interprétation de type fantaisiste donnée au Front Unique à l'IC et qui contribua à la dégénérescence de l'IC, est toujours le guide suprême de la LMR, et plus particulièrement de la 4^{ème} Internationale dont elle est la section Suisse. A la base de cette conception contre-révolutionnaire de l'unité, il y a l'influence générale de l'idéologie démocratique bourgeoise, sur laquelle s'appuie l'Etat pour s'épargner tout rapport de force direct avec la classe ouvrière. La grande vertu de ce principe dé-

mocratique est, pour l'Etat, de dissiper toutes les oppositions réelles de classe en leur offrant comme exutoire le terrain de la consultation démocratique seule souveraine à décider du sort de telle ou telle classe. Dans ce sens, la démocratie semi-directe de la vénérable Helvétie est particulièrement efficace, il n'y a pas une question concernant la défense des conditions d'existence de la classe ouvrière qui ne passe par la consultation populaire sous la forme d'initiatives ou de référendums.

Dans cette ambiance démocratique générale, la LMR trouve un terrain particulièrement favorable pour fuir le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe en canalisant toute lutte dans des initiatives ou référendums.

Réfugiés indochinois : Conséquence de l'Ordre impérialiste.

(suite de la page 1)

meurtrie les vautours de l'ordre impérialiste prêt à la dépecer.

Pour les communistes, le drame des réfugiés indochinois fait partie des maux qui sont l'existence même du mode de production capitaliste. Le capitalisme, c'est l'exploitation du travail salarié et tout ceux qui rêvent d'un capitalisme débarrassé de la misère, des crises et des massacres, ne sont que de fiéffés menteurs qui un jour verront se dresser devant eux les fusils du prolétariat révolutionnaire persuadé eux que les maux engendrés par le capitalisme ne seront éliminés que par la destruction totale de ce mode de production basé sur leur exploitation.

Les causes du flux de réfugiés

Comme matérialistes, les communistes voient dans tout phénomène social d'une certaine ampleur, le résultat d'un certain nombre de conditions objectives qui permettent son apparition. Dire que le flux de réfugiés fuie le "communisme", la "dictature" comme se plaie à le ressasser depuis des mois la presse bourgeoise, n'explique rien. Pour les communistes, il est nécessaire de revenir aux conditions matérielles d'existence, aux rapports sociaux en général, pour expliquer dans ses fondements un phénomène social.

La première question serait de se demander pourquoi les roquets de la presse bourgeoise ont entrepris une campagne de presse aussi large sur les réfugiés indochinois, alors que l'Afrique subit depuis des années les mêmes drames, dans la plus parfaite indifférence? Plus de 2 millions

Le frontisme défendu par la LMR fait partie de tout cet arsenal démocratique qui protège l'Etat des réactions violentes de la classe ouvrière. Il est un obstacle formidable à la nécessaire indépendance de classe car il subordonne les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts du développement capitaliste et à la défense des institutions de l'Etat.

En matière de compromission avec la petite bourgeoisie démocratique, la LMR n'est certes pas au bout de sa trajectoire. Sous le prétexte de concrétisme et d'efficacité immédiate, elle servira au prolétariat une bouillie politique toujours plus infâme. C'est bien là la plus grande victoire de l'idéologie bourgeoise : faire du principe démocratique le tronc commun de toute organisation dite "ouvrière".

Le drame des réfugiés indochinois n'a pas besoin, pour s'expliquer, d'un accusé personnellement désigné. Leur drame est le résultat des conditions historiques internes à la péninsule indochinoise, conditions baignant dans l'ambiance générale de la concurrence entre les deux principaux blocs impérialistes.

Pour les communistes le grand responsable c'est l'ORDRE IMPÉRIALISTE tout entier. Aucun Etat, du plus petit au plus grand, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud, ne peut prétendre n'avoir aucune responsabilité dans ce drame. Dans le concert discordant des Etats à l'échelle mondiale, chacun se doit, devant ce phénomène, de défendre des thèses qui vont dans le sens de ses intérêts. Qu'il intervienne au nom de la "défense des droits de l'Homme", comme le triste baptiste de Washington, ou au nom du respect des frontières nationales.

selon le "Monde diplomatique" d'Avout 79 ! Cela vient du fait que l'impérialisme ne peut se permettre des bouleversements trop importants dans une région particulièrement sensible dans les rapports impérialistes. L'Indochine est l'une des clés qui ouvre le contrôle de la mer de Chine. Aucun des deux blocs ne peut se permettre de laisser à l'autre le contrôle total d'une région aussi stratégique. Tout phénomène social qui risque de bouleverser le statu quo nécessite de la part de l'ordre impérialiste une régulation qui fasse intervenir les deux blocs.

La mobilisation de la presse répond à un double objectif : d'une part en provoquant dans l'opinion euro-américaine une émotion devant le drame, les Etats pouvaient intervenir au nom de leur "opinion

publique" pour tarir le flux de réfugiés en provoquant au niveau des instances internationales une conférence sur ce sujet. Ainsi l'ordre et le statu quo étaient sauvegardés et les rapports interimpérialistes inchangés.

D'autre part cette campagne de presse, en montrant avec complaisance la misère des camps de réfugiés, participait à la campagne plus générale demandant aux prolétaires encore d'autres sacrifices, en montrant que d'autres vivaient dans des conditions autrement plus dramatiques.

Ce point étant éclairci, passons à la question centrale. Les raisons du flux de réfugiés sont au nombre de trois : la guerre, la crise économique dans la sphère agraire et les distorsions sociales.

En Indochine, la crise économique et en particulier la crise dans la production agricole est très profonde, et comment en serait-il autrement après 30 années de guerre contre la France puis les Etats Unis. Les américains ont déversé sur le Vietnam 3 millions de tonnes de bombes, dévastant par ce déluge un tiers des terres cultivables. En luttant contre l'influence des maquis vietcong dans le sud, les américains dans leur mission civilisatrice déplacèrent, entre 65 et 75, 10 millions de personnes en les parquant dans des camps sous leur contrôle, détruisant ainsi l'organisation sociale des campagnes. De plus en dissolvant l'organisation sociale des campagnes, les déplacements marquèrent le début des colères du Mékong. N'étant plus entretenu, contrôlé, le fleuve de ces pays de mousson fit craquer ses digues et les canaux qui le disciplinaient depuis des siècles. Ainsi il est bien facile de comprendre que le sud-Vietnam qui était exportateur de riz devint grâce aux américains importateur de cette céréale essentielle.

Le Vietnam aujourd'hui ne fait que subir les résultats hautement civilisateurs de la démocratique intervention américaine. Et pour rendre encore plus complexe cette situation, les distorsions sociales rendent quasi insoluble pour le vietnam seul la question de la nourriture.

La quasi totalité des réfugiés du Vietnam viennent de la métropole Saigonnaise. Durant toute l'intervention américaine, Saïgon n'a cessé de s'enfler de paysans venant des campagnes environnantes fuyant la guerre et la misère et espérant trouver en ville une occupation qui les nourrisse. Pendant 10 ans s'est développé autour du corps expéditionnaire américain un commerce parasitaire vivant des dollars dépensés en permission. Commerce de la misère, improductif et asocial, Saïgon était l'exemple outrancier de ces misérables métropoles de couleurs, qui s'enflent à se faire exploser à la périphérie des centres impérialistes.

Après la réunification, Hanoi chercha à rééquilibrer Saïgon et sa campagne. Un plan de "repeuplement des campagnes" fut mis sur pied. Mais les conditions de son application manquaient. Alors que la révolution

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

payanne Khmers prenait le problème à bras le corps en vidant Phnom Penh de ses parasites, Hanoï pour des raisons de politique intérieure ne pouvait imposer une telle solution à Saïgon. Les quelques ruraux qui acceptèrent de rentrer au village, n'y restèrent pas devant l'immensité de la tâche à accomplir. Ayant vécu fascinés pendant plusieurs années au contact, bien qu'en marge, de l'imbécile société américaine gadgétisée, ils revinrent à Saïgon à la recherche d'un hypothétique emploi.

Pendant les deux années qui suivent la chute de Saïgon, on assiste à une hémorragie d'anciens cadres des Etats fantoches en direction des anciens pays civilisateurs : la France et les Etats-Unis. Si ces deux pays se vantent avec tant de fanfaronnades de leurs nombres de réfugiés, il faut avouer qu'ils n'ont fait qu'accueillir leurs anciens larbins et alliés. Durant toute cette période, la questions des réfugiés ne pose évidemment aucun problème, encore que c'est durant cette première phase que s'accroissent les conditions qui demain déclencheront l'incroyable campagne de presse occidentale. En effet, les pays colonisateurs, s'ils "accueillent" de nombreux réfugiés de l'ancien régime de Phnom-Penh et Saïgon, il n'en est pas moins vrai qu'ils le font avec parcimonie et selon des critères qui vont de la connaissance de la langue métropolitaine à l'exigence de la présence d'un parent en métropole. Ces critères sont une sélection qui permet de recruter la majorité des réfugiés parmi les cadres et la bourgeoisie. Les autres sont condamnés à rester dans les camps de Thaïlande et de Malaisie.

La petite-bourgeoisie de Saïgon qui vivait du commerce très prospère à l'époque des Américains voit ses conditions de vie s'aggraver avec le développement de la crise alimentaire. Durant toute une période cette couche peut vivre sur ses réserves, mais lorsque Hanoï décida de supprimer le commerce privé, afin de dominer le marché noir, cela fut pour cette couche le signal du départ.

Au Sud Vietnam, comme d'ailleurs dans beaucoup de Pays de la région (Malaisie et Singapour) une forte minorité chinoise s'occupait de commerce. La décision de Hanoï frappait donc directement la minorité chinoise.

Sans vouloir faire des comparaisons trop forcées, on peut cependant affirmer que cette minorité subissait de la part de la population vietnamienne un racisme antichinois qui pouvait ressembler à l'antisémitisme dans les pays européens. Ce sentiment existe d'ailleurs pour d'autres minorités chinoises en Asie, notamment en Malaisie où la population est moitié malaise moitié chinoise. Pour le régime de Hanoï, incapable de remettre sur pied l'économie agraire pour nourrir Saïgon, frapper une minorité que la population assimile aux affameurs, à cause de leur situation particulière dans la sphère des échanges et de leur ancienne participation au marché-noir, - situation qui ne peut que se développer dans une ambiance de pénurie généralisée - se débarrasser de ces bouches

improductives s'imposa comme solution. Mais comme évidemment, mercantilisme oblige, on n'entend pas s'en débarrasser gratuitement, l'Etat organise plus ou moins ouvertement les départs moyennant redevance. Ainsi il se débarrassait d'une minorité inutile en gardant une partie des richesses qu'avaient accumulés par son négoce cette couche.

Bien sûr, à côté de cette couche de commerçants prospères et de la bourgeoisie intellectuelle et technique qui lui est liée par mille liens en particulier ceux du sang, partaient clandestinement des milliers de miséreux arrachés à la terre par la guerre civilisatrice et propulsés devant la vitrine de l'occident qu'était le Saïgon des Américains. Mystifiés par la propagande Yankee sur le bonheur de vivre en Amérique, répandue au sein des masses pour les immuniser contre la propagande "communiste", ces miséreux ne voyaient dans la fuite de Saïgon que le seul moyen d'atteindre un jour la possession de tous ces objets.

Si la dissolution des vieilles sociétés par le capitalisme a pour conséquence la transformation du petit paysan ou du petit artisan en prolétaires, faisant entrer les peuples de couleurs dans l'arène des luttes de classes modernes, les communistes ont toujours affirmés cependant que cette transformation, sous la domination du Capital ne pouvait que revêtir les pires formes d'oppression.

La mission guerrière américaine a certes détruit ce qui pouvait encore rester de l'ancienne société agraire, elle a de loins pas elle n'a de loins pas détruit elle n'a de loins pas construit les prémisses pour l'apparition d'un prolétariat local puissant se développant dans le cadre de la marche vers l'industrialisation. Car pour développer l'industrie, c'est à dire pour exploiter des prolétaires dans des usines la bourgeoisie a besoin d'un minimum agricole, pour nourrir la ville. Tout le dilemme du fameux "décolage industriel" dont les économistes bourgeois nous rabâchent les oreilles, butte sur ce problème élémentaire : les campagnes doivent nourrir les villes. A cette question la bourgeoisie et tout son ordre mondial ne connaît qu'une seule réponse : peu nourrir les prolétaires et affamer les campagnes.

Ce n'est pas le lieu dans ce bref article de traiter du désordre bourgeois dans les rapports villes-campagnes, retenons simplement que les miséreux d'Asie n'ont d'autre ressource que de crever sur place ou d'émigrer pour les plus vigoureux.

Voilà en quelques mots les causes de l'émigration forcée de Saïgon vers les pays limitrophes.

Quant à l'autre moitié des réfugiés (soit 200.000 environ) venus en Thaïlande par la terre, son départ est provoqué par des causes similaires. Les guerres coloniales française puis américaine provoquèrent au Cambodge et au Laos des départs aussi meurtriers qu'au Vietnam.

Le Mékong est également source de vie comme dans toute les régions de grands fleuves. La civilisation Khmer du Mékong est le pendant extrême asiatique de la civilisation égyptienne du Nil et la cousine de la civilisation indienne de l'Indus ou chinoise du Yang Tsé Kiang. Civilisation du fleuve, elle fut le prototype du mode asiatique de production - unités agricole de villages indépendants centralisés par la monarchie deifiée assise au sommet de la hiérarchie bureaucratique nécessaire à la régulation du grand fleuve. Sans cette régulation, pas de civilisation possible, mais misère permanente. La survie de l'espèce réside dans sa nécessaire lutte contre le fleuve jusqu'à sa domestication. Et lorsque les hommes atteignent ce seuil, alors peut s'épanouir ces civilisations de grands bâtisseurs qui donnèrent naissance aux temples admirables de la vallée des rois ou les splendeurs d'Angkor.

Ce petit rappel historique pour prouver que la misère est loin d'être le lot nécessaire de ces régions et que seul le capitalisme et ses violences démocratiques a été capable en quelques années d'affamer non seulement les Khmers mais toute l'Asie.

Depuis la guerre de libération, le régime des Khmers-rouges n'a été que l'intermède d'une dictature radicale de type paysanne, avec toutes les aberrations économiques qui en découlent. Le marxisme l'a affirmé dès sa naissance : la paysannerie ne peut en tant que telle instaurer son propre Etat car elle renferme dans ses propres entrailles l'embryon des deux nouvelles classes modernes : bourgeois et prolétaires. Cela explique pourquoi la paysannerie est condamnée à suivre politiquement les représentants des classes urbaines.

Le régime de Pol-Pot fut une confirmation de cette loi déjà énoncée par le marxisme. Le radicalisme paysan ne peut que s'autodétruire. Appliquant le principe ultra-idéaliste de "ne mange que celui qui travaille la terre", l'exode de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie urbaine commença dès la victoire des Khmers rouges, et les autres cultivèrent la

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure
(n° 11) parue dans la série
« Le Proletaire »
24 pages - Prix : 3 F.

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

terre ou furent massacrés. Telle était la conséquence logique d'un tel mouvement. Mais ce radicalisme paysans n'était pas un exemple admissible pour la bourgeoisie nord-vietnamienne en butte à des problèmes agraires colossaux. Éliminer ce régime devint une nécessité d'autant plus évidente que la route la plus directe entre Hanoï et Saïgon passe par le Mékong, et donc le Cambodge. L'intervention des divisions vietnamiennes acheva de désagréger cette pauvre nation et le front de guerre repoussa encore une nouvelle vague de réfugiés en Thaïlande.

Quand aux réfugiés laotiens, ils sont à la fois les anciennes couches liées à l'ancien régime pro-américain et quelques minorités telles que les Hmong, montagnards du Nord refoulés par la Chine en 48 puis recrutés par les français et les américains ensuite par la CIA notamment formant une brigade célèbre commandée par le général Vang-Pao.

Lorsque l'ordre impérialiste commença à réaliser le formidable facteur de déstabilisation que représentait ce demi-million de réfugiés, dont le flux ne cessait d'augmenter, l'un des blocs pensant que l'autre profiterait de ces faits pour l'évincer de la région, la conférence internationale s'imposa. Et que décida l'ordre impérialiste à Genève le 21 juillet dernier ? d'absorber 260 000 réfugiés trillés sur le volet afin de libérer un peu la pression du flux et surtout l'arrêter.

Apparemment, en acceptant d'aider le Vietnam sur le plan alimentaire et surtout en acceptant de régler à sa manière l'explosive situation cambodgienne, l'ordre impérialiste se blanchissait de son laisser-aller précédent. Car tout le problème pour l'impérialisme réside dans le Statu quo des zones d'influences. Le Cambodge anciennement dans la zone chinoise, donc anti-russe par conséquent pro-américaine, avait avec l'intervention d'Hanoï changé de camp. Toute la question était donc de trouver un compromis. A ce propos le plan américain de NEUTRALISATION du Cambodge est un modèle du genre, car il dit NON à Pol-Pot, Non à Samrin, et va chercher ce trop usé monarque, protégé des français des américains et des chinois tout à la fois : Sihanouk.

Si le plan américain pour le Cambodge se met en place, si l'aide internationale (!!!) permet de stopper le flux de réfugiés, la région aura repris son équilibre instable jusqu'au prochain déséquilibre, les réfugiés les plus démunis oubliés, pourront crever dans leurs camps sous l'égide du HCR sans troubler l'ordre imbécile bâti sur un volcan.

Dans toute cette tragédie, les communistes n'ont évidemment d'autres solutions à proposer que d'appeler le prolétariat à s'organiser autour de son parti pour en finir une fois pour toute avec cet ordre qui ne sait que surproduire, sous-alimenter et massacrer.

THESES CARACTERISTIQUES DU PARTI (1951)

La doctrine du Parti est fondée sur les principes du matérialisme historique et du communisme critique de Marx et Engels, qui ont été énoncés dans le "Manifeste du Parti Communiste", "Le Capital" et leurs autres oeuvres fondamentales, ont formé la base constitutive de l'Internationale Communiste en 1919, du Parti Communiste d'Italie en 1921, et sont contenus dans le programme du Parti publié dans "Battaglia Comunista" (no 1 de 1951) et republié plusieurs fois dans "il Programma Comunista".

Ce programme déclare :

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste).

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre la prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser, ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour les intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe

laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le Parti communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agita-

(suite en page 14)

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5 DE

el-oumami

Au sommaire de notre nouvel organe pour les pays du Maghreb

EN LANGUE FRANÇAISE

- Non au contrôle de l'immigration ! Pour une riposte de classe aux expulsions !
- Pour faire le point sur la lutte des foyers des travailleurs immigrés (2).
- Solidarité avec ceux de Garges !
- L'Algérie à l'heure de l'« infitah ».
- Le Maroc à la veille de la tourmente.
- Koweit : une grève exemplaire.
- La signification des luttes revendicatives dans la perspective marxiste :
 - A propos des grèves (Lénine, 1899).
 - Parti de classe et organisation ouvrière (La Gauche italienne, 1913).
- Le CLTA ou les derniers mohicans de l'« indépendance nationale ».

EN LANGUE ARABE

- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés.
- Parti révolutionnaire et lutte économique.
- Combattre réellement le racisme.
- Moyen-Orient : la paix prépare la guerre.

THESES CARACTERISTIQUES DU PARTI (1951)

(suite de la page 13)

tion et de propagande politique et en dotant la prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants :

8. Dans la première moitié du XX^e siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus

exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois et petit-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils des travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik et où étaient à l'or-

dre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Presse du Parti

LE PROLÉTAIRE

il programma comunista

El Comunista

Kommunistisches
Programm

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM Nr. 23 Sept. 1979

Inhalt :

- Europa in der revolutionären Perspektive der Kommunisten
- Sturmzone Naher Osten
 - Der Golgothaweg der Verwandlung der palästinensischen Bauern in Proletariat
 - Der israelisch-ägyptische Frieden und die neue imperialistische Ordnung im Nahen Osten
- Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921-24), 2. Teil.

Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h.
32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

éd. responsable :

F. Gambini
20, rue Jean-Bouton
75012-PARIS